

Mme Rouksanan Bibi ISMAEL
Ms Irshad et Youchah MOTALA
93, rue Félix Guyon
97400 Saint-Denis

Saint-Denis, le 7 octobre 2024

A

CINOR
3 Rue de la Solidarité
97490 Saint-Clotilde

N/Réf. : ISMAEL-MOTALA/Obs. EP- 001

Objet : Transmission de nos observations concernant l'enquête publique relatif à la révision du Plan de Mobilité de la Cinor

P.J. : Compte-rendu de l'exploitant du réseau Citalis à savoir la Sodiparc suite à la visite de terrain du 02 février 2024

Monsieur Jean-Pierre Schiettecatte, commissaire enquêteur,

Par la présente, nous vous transmettons nos observations relatives à l'enquête citée en objet et vous prions de bien vouloir les intégrer dans votre instruction comme le prévoit la réglementation.

I. **Historique** :

Madame Rouksanan Bibi ISMAEL
demeurant n°93, rue Félix GUYON
97400 Saint-Denis (Ile de La Réunion)

Elle a donné naissance à deux enfants :

- ***Monsieur Irshad MOTALA,***
- ***Monsieur Youchah MOTALA.***

Madame Rouksanan Bibi ISMAEL est propriétaire de son lieu d'habitation. Cette maison située au centre ville de Saint-Denis fût construite à la fin des années 50. Il s'agit d'une petite maison ayant fait l'objet d'une opération de rénovation dans le cadre du dispositif LBU de résorption de l'habitat insalubre.

La maison de Madame Rouksanan Bibi ISMAEL, où elle réside depuis son enfance, ne peut être cédée à bail, ceci d'autant que la réhabilitation sociale dont les intéressées ont bénéficié dans le cadre du dispositif LBU leur interdit de présenter ce bien à la location, ceci pour une période de 15 ans à compter de l'octroi du concours de l'Etat.

.../...

Avec l'aggravation des problèmes de santé, les nuisances des bus communiquées oralement auprès de la Sodiparc dont son Président (M. Gérard FRANCOISE) au cours d'une rencontre ayant eu lieu à la mairie annexe de Sainte-Clotilde le samedi 10 février 2024 à 9h30 auprès de M. Gérard FRANCOISE ; de la Cinor ; n'ayant fait l'objet d'aucune proposition pour l'amélioration du cadre de vie de Madame ISMAEL et consorts, cette dernière se voit contrainte de participer à la présente enquête publique pour signaler lesdits désordres des lignes commerciales de bus des réseaux Citalis et cars jaunes pour que les autorités fassent le nécessaire pour les traiter.

Chaque citoyen a sa propre situation personnelle qu'il ne convient de juger. La maladie, le handicap par exemple ne permet à certains de recourir à l'usage des réseaux de bus et aussi de subir les multiples nuisances des réseaux de transport : tel Citalis et Car Jaune au devant de notre habitation.

En matière environnementale, il est parfois difficile d'avoir un débat serein du fait de positions extrémistes culpabilisantes. Chacun agit pour la préservation de la planète suivant ses capacités et ses possibilités. Il ne faut ni déresponsabiliser les autorités organisatrices de transport en matière de trouble à l'ordre public qu'elles génèrent ni culpabiliser les citoyens handicapés que nous sommes.

Personne n'est opposé à la préservation de la planète et d'offrir aux générations futures une île en bon état. Cependant, en tant que riverains handicapés (reconnu par la MDPH) résider au devant de ces réseaux de transport : Citalis et Car Jaune est extrêmement douloureux et pénible pour notre famille présente bien longtemps avant cesdits réseaux de bus.

II. Exposé des nuisances des réseaux de transport Citalis et Car Jaune :

- Au devant de notre habitation, quotidiennement, plusieurs dizaines de bus par heures circulant depuis tôt le matin jusqu'au soir, circulent en continu tous les jours sans exception ;
- cette circulation intensive des lignes commerciales de bus dont la Cinor en a la gestion directe et indirecte causent différentes nuisances tel :
 - ❖ des bruits de roulement ;
 - ❖ des bruits liés au gaz d'échappement et de la pollution carbone s'y affèrent ;
 - ❖ des bruits liés aux klaxons de ces véhicules hors cadre réglementaire (attirer l'attention de la gente féminine, saluer des collègues et connaissances, ...) ;
 - ❖ le bruit des bandes sonores et messages des bus (exemple : « vous êtes proche de l'arrêt école Centrale ») ;

- ❖ les bruits des gaz et des relâchements des compressions ;
- ❖ les bruits mécaniques accentués par les climatisations de ces bus.

III. Préjudices suite à ce trafic intensif de gros véhicules terrestres, concerne-la :

- pollution sonore, cela nous empêche de pouvoir jouir pleinement de notre propriété tel laisser nos portes et fenêtres ouvertes, absence d'air naturel, profiter de nos espaces extérieurs, aggravation de notre état de santé avec les troubles du sommeil et autres ;
- carbone, avec des salissures sur nos biens et notre habitation nécessitant un entretien régulier, des travaux de rafraîchissement de peintures, ...
- des vibrations au sein de notre habitation nécessitant de revisser nos équipements électriques tel les interrupteurs, ... Ces vibrations générant des bruits à l'intérieur de notre domicile et troublant quotidiennement notre quiétude ;
- l'irrespect du Code de la route : excès de vitesse quotidien, téléphone au volant des chauffeurs, coups de klaxons illégaux, chauffeurs en discussion avec des passagers, ...

Nous vous joignons le compte-rendu d'un des exploitants de réseau à savoir la Sodiparc où ces griefs lui ont été signalés où aucun retour de la Cinor et de la Sodiparc ne nous a été fait.

Les nuisances et préjudices sont non-exhaustifs et visent à apporter au commissaire enquêteur des réalités que nous subissons. Aussi, ce projet de transport « Baobab » va intensifier les nuisances à notre égard mais aussi en créer de nouvelles.

IV. Nos demandes :

Les groupes politiques majoritaires qui siègent tant à la Cinor qu'à la Région se sont engagés d'être à l'écoute des usagers et d'axer leurs efforts sur les catégories sociales en difficultés dont les personnes handicapées que nous sommes.

Il est nécessaire de prendre en compte notre situation dans le cadre du plan de mobilité afin que ma famille cesse de rester dans cette situation très difficile.

Je tiens à rappeler que notre demande est capitale. Les conséquences des choix administratives et techniques auront des impacts forts et réels sur notre quotidien et ce, pour des décennies.

<u>Acteur concerné</u>	<u>Action attendue</u>
Sodiparc	<p>Cesser l'exploitation des réseaux de bus au sein de la rue Félix Guyon.</p> <p>Terminus à l'arrêt « Petit marché » et privilégier les mobilités douces et/ou dévoiement des réseaux Citalis hors de la rue Félix Guyon.</p> <p>Electrification des bus du réseau Citalis.</p>
Cinor	<p>Dévoiement des réseaux Citalis hors de la rue Félix Guyon.</p> <p>Mise en œuvre de travaux de suppression des nuisances tant sur le domaine public que le financement de travaux à venir au sein de l'habitation en cas de non dévoiement.</p> <p>Electrification des bus du réseau Citalis.</p> <p>Demande à la Cinor en sa qualité d'autorité de la mobilité de faire le nécessaire auprès des autorités publiques étatique et locales pour un déploiement progressif rapide des radars automatisés fixes sur le réseau TCSP et Citalis géré par la Cinor.</p>
Région	<p>Dévoiement des réseaux Car Jaune hors de la rue Félix Guyon.</p> <p>Mise en œuvre de travaux de suppression des nuisances tant sur le domaine public que le financement de travaux à venir au sein de l'habitation en cas de non dévoiement.</p> <p>Ce réseau extra-urbain circule en plein centre-ville !</p> <p>Electrification des bus du réseau Car Jaune.</p>
Commune de Saint-Denis	<p>Demande de remise en place des zones de stationnement public des véhicules des particuliers au devant de l'habitation lors de la suppression des voies TCSP au sein de la rue Félix Guyon.</p> <p>Mise en œuvre de travaux de suppression des nuisances tant sur le domaine public que le financement de travaux à venir au sein de l'habitation en cas de non dévoiement.</p> <p>Prise d'un arrêté municipal pour faire cesser les désordres dans le cadre des pouvoirs de police administrative de la mairesse.</p> <p>Intervention régulière de la police municipale face aux excès de vitesse quotidien des chauffeurs de bus des différents réseaux et les autres infractions au Code de la route de leurs parts. Pour rappel, la vitesse est limitée à 30 km/h dans la rue Félix Guyon.</p> <p>Demande d'installation de radars automatisés fixes à différents endroits du réseau de Transport en Commun en Site Propre.</p>

Piétonisation de la partie basse de la rue Félix GUYON

Nous soumettons également la demande de piétonisation de la rue Félix Guyon située entre les rues Maréchal LECLERC/Félix GUYON et Jules OLIVIER /Félix GUYON.



L'avènement du réseau "CITALIS" à modifier complètement l'accès à notre domicile par voie motorisée et il est très difficile, voir même dangereux pour notre famille d'accéder à notre maison. Ces personnes à mobilité réduite nécessitent d'être déposées devant leur domicile.

La configuration actuelle est surprenante avec une étroitesse des voies de circulation faisant que les bus passent au plus près de notre habitation.

La rue Félix Guyon et Pasteur sont les seules à être aussi étroites et ce dans le cadre de l'entier réseau de TCSP dyonisien. **Nous maintenons notre demande de dévoiement des réseaux Citalis hors de la rue Félix Guyon** et de piétonisation de la rue Félix Guyon à l'image du « carré piéton » existant qu'est la partie haute de la rue Maréchal Leclerc.

Depuis un certain nombre d'années, **ma famille porteuse de handicap** rencontre au quotidien des difficultés d'ordres médicales. L'état de santé se décline et cela n'a fait que s'accroître dans le temps.

Les véhicules sanitaires ainsi que nous-mêmes, rencontrons d'importantes difficultés afin d'effectuer le transfert entre le domicile familial et les établissements médicaux notamment en journée.

Nous souhaitons bénéficier d'un emplacement de stationnement réservé devant notre domicile. A notre demande, des poteaux ont été fixés en 2007 par la CINOR, sur le trottoir devant notre maison, pour préserver l'accès au domicile au vu de l'incivilité et du non respect du code de la route de la part des commerçants avoisinants.

Nous souhaitons bénéficier d'un emplacement de stationnement réservé devant notre domicile protégé par des bornes anti-stationnement automatiques. Ces bornes anti-stationnement automatiques garantiront la disponibilité de l'emplacement de stationnement qui nous sera alloué. Ces bornes sont nécessaires au vu de l'incivilité et du non respect du code de la route de la part des commerçants avoisinants comme cité précédemment. Cela est malheureusement une réalité actuelle et qui très certainement va perdurer.

Les aides des pouvoirs publics destinées **en faveur des handicapés** tant au niveau national que local se multiplient afin d'améliorer le quotidien de ces personnes souvent discriminées. Etant porteurs de handicaps reconnus par la et titulaires de cartes d'invalidités, nous attirons l'attention sur nos demandes à savoir notamment :

- Une accessibilité adaptée par voie piétonne mais aussi motorisée pour nous au-devant de notre habitation ;
- La création d'une zone de dépose minute de personnes qui sont handicapées et de déchargement d'effets personnels. En effet ne disposant pas de garage personnel et compte-tenu de l'aménagement actuel, il est demandé un espace d'arrêt minutes (au-devant ou à proximité) pour nos véhicules et les véhicules qui interviennent pour nous (taxi, ambulance, ...).

Concertation réelle auprès des administrations publiques en charge de ce projet

Nous souhaitons être pleinement associés dans toutes les étapes de ce projet et que nos demandes soient vraiment prises en compte.

Etant de conditions modestes et n'étant pas commerçants, très souvent, nous ne sommes jamais sollicités par les services en charge des projets et nos avis ne sont que rarement pris en compte.

Apolitique et riverains, nous demandons à ce que nos demandes soient réellement traitées par la Cinor et les organismes compétents en la matière car notre quotidien va être impacté.

Nous sommes résidents à Saint-Denis au bas de la rue Félix Guyon, plus particulièrement au n°93 depuis 1958. Nous sommes deux familles à savoir : Ismaël et Motala à résider au sein de l'habitation.

Conduite des travaux

En lien notamment avec notre demande de piétonisation de la rue Félix Guyon située entre les rues Maréchal LECLERC/Félix GUYON et Jules OLIVIER /Félix GUYON, il conviendra de prendre en compte le volet de conduite des travaux.

Ces nuisances (poussières,...) issues de vos travaux vont dégrader notre habitation et causé des gênes réelles. Je vous rappelle à toutes fins utiles, que l'état de santé de notre famille est fragile.

Merci de prendre les mesures nécessaires afin de réparer et de limiter les futurs préjudices subis (nettoyage et rénovation de l'habitation ainsi que des indemnités comme le prévoit la législation).

L'habitation ayant fait l'objet de rénovation, il est demandé à ce que les travaux ne dégradent en rien notre domicile et notamment les revêtements extérieurs. Il conviendra que les entreprises travaux prennent toutes les dispositions nécessaires pour ne pas abîmer notre maison et qu'un état des lieux avant et après travaux avec des photographies (voire constat par commissaire de justice à la charge du maître d'ouvrage) soit réalisé en notre présence et du maître d'ouvrage.

- Durant les travaux tel de piétonisation, étant handicapés, comment fera-t-on pour circuler dans des conditions adaptés par voie piétonne et également motorisé ?
- Combien de temps les travaux vont 'ils durer dans notre portion ?
- Comment fera-t-on durant les travaux pour accéder à notre parking située au 62 rue Issop Ravate depuis notre habitation de la rue Félix Guyon ?

Accessibilité au garage privé

Nous louons des places de parking avec la SHLMR au sein de la résidence Artémis située au 62 rue Issop Ravate à Saint-Denis.

Nous avons une dérogation de la mairie de Saint-Denis pour accéder depuis la portion de l'angle rue Jules Olivier et Félix Guyon vers l'angle de la rue Maréchal Leclerc et Issop Ravate lors des restrictions de circulation en août 2017 de la rue Félix Guyon.

Nous voulons accéder comme actuellement à notre domicile à savoir ascendant et descendant de la rue Félix Guyon. Merci de prévoir cela mais également le fait de pouvoir redescendre la rue Félix Guyon et de pouvoir accéder directement à notre parking situé au sein de la résidence Artémis située au 62 rue Issop Ravate à Saint-Denis.

Données d'exploitation des réseaux Citalis et Car Jaune

L'article R.1214-1 du Code des transports précise que le PDM doit comporter une étude qui évalue les émissions de gaz à effet de serre et de polluants atmosphériques générées par les déplacements. Les émissions sont évaluées selon les méthodes prévues pour la réalisation des plans climat-air-énergie territoriaux (PCAET). L'article L.1214-2-1 du Code des transports précise également que le PDM doit comprendre un volet relatif à la continuité et à la sécurisation des itinéraires cyclables et piétons.

Quelles sont les données chiffrées des émissions de gaz et autres pollutions liées à l'activité des réseaux Citalis et Car jaune ?

Focus sur les infractions routières des professionnels des réseaux Citalis et Car jaune :

La Communauté Intercommunale du Nord de la Réunion (CINOR) est un EPCI regroupant 3 communes dont fait partie la ville de Saint-Denis. La CINOR organise, gère et contrôle le réseau de transport public urbain « CITALIS » sur les trois communes membres.

La CINOR a la compétence d'autorité organisatrice de la mobilité sur son territoire dont l'organisation des transports collectifs. Le Président de la Cinor a mis l'accent sur la politique de La CINOR qui, à travers son projet de mandature « Terre d'Avenir 2030 », consacre aux mobilités une partie non négligeable de ses investissements.

La Commune de Saint-Denis est le plus gros contributeur financier de la Cinor. Aussi, la sécurisation des usagers dont les piétons au centre-ville de Saint-Denis est importante et se doit d'être pleinement intégrée dans le plan de mobilité.

❖ Infractions routières récurrentes et quotidiennes des chauffeurs de bus

Les **infractions routières récurrentes et quotidiennes** des chauffeurs des réseaux Citalis et Car jaune nécessite de ce fait **l'installation de radars automatisés fixes à différents endroits du réseau de Transport en Commun en Site Propre (TCSP).**

Ces délits (conduite excessive au-delà des vitesses réglementaires (30km/h), irrespect des feux rouges, téléphone au volant) des professionnels de ces réseaux de transport seront remédiés via notamment ce type d'équipement dissuasif. Il est rappelé que le bas de la rue Félix Guyon est une zone très passante avec une fréquentation importante d'enfants du fait de la présence de l'école Centrale.

Le décret d'application du texte de la loi 3DS permettant aux maires d'installer leurs propres radars automatiques a été publié au journal officiel le 08 mars 2024. Cela permet désormais que les radars automatiques ne sont plus seulement installés par les services de l'État mais également par les collectivités territoriales et leurs groupements (métropoles, communauté de communes, etc.).

Il est soumis à la Cinor de faire le nécessaire auprès des autorités publiques étatique et locales pour un déploiement progressif rapide des radars automatisés fixes sur le réseau TCSP et Citalis géré par la Cinor.

❖ Infractions routières récurrentes des contrôleurs Citalis

Lors de la visite de terrain du 02 février 2024, il avait été signalé à la Sodiparc des stationnements illégaux des contrôleurs Citalis sur le trottoir (cf. pièce jointe).

Le Président de la Sodiparc a été informé de vive voix par nos soins au cours d'une rencontre ayant eu lieu à la mairie annexe de Sainte-Clotilde le samedi 10 février 2024 à 9h30 auprès de M. Gérard FRANCOISE.

Force est de constater aucune amélioration sur le respect du Code de la route par lesdits contrôleurs Citalis à ce jour.

Ci-dessous des photographies faites le mardi 24 septembre 2024 à 11h30 à l'angle des rues Maréchal Leclerc et Ha-Sam à Saint-Denis :



Sur la photographie n°2 on peut constater de la présence desdits contrôleurs Citalis à l'arrêt « Petit marché » au devant de la place Paul Vergès tandis que leur véhicule de service est stationné de façon illégale sur le trottoir qui est très fréquenté par les piétons dont les personnes en fauteuil roulant et ceux ayant des poussettes bébés. Il est rappelé de la présence de nombreuses places de stationnements à proximité géré par la Sodiparc. Le quidam aurait quant à lui été verbalisé par Citypark pour ce type d'infraction.

Sur le site internet de la Sodiparc, on retrouve les éléments suivants : « ***La SODIPARC est titulaire pour la Ville de Saint-Denis, d'une délégation globale de service public sur 25 ans, jusqu'à 2031, pour le stationnement payant sur une offre d'environ 1 200 places de parking et 2 650 places de stationnement sur voirie. Depuis le 1er janvier 2018, elle assure les missions relatives au contrôle du stationnement payant et à la gestion des contentieux.*** »

Pour la marque CITYPARK, la SODIPARC développe des outils et produits pour faciliter le stationnement en centre-ville de Saint-Denis sur voirie et dans les parkings couverts ou aériens ».

Citalis (activité de transport) fait partie intégrante comme Citypark de la Sodiparc.

- Quelles sont les actions concrètes que la Cinor va prendre pour mettre fin définitivement aux stationnements illégaux des professionnels de Citalis sur les trottoirs ?
- Dans quels délais la Cinor va mettre en place ces actions pour le respect de la réglementation de la part de son délégataire à savoir la Sodiparc ?
- Quelle programmation auprès des autorités publiques tel l'Etat (Services de Police nationale et de gendarmerie), mairie de Saint-Denis (Police municipale) pour contrôler et verbaliser les contrôleurs Citalis ?
- Quand les agents de Citypark vont verbaliser les contrôleurs de Citalis en infraction ?

Que ce soit les conducteurs de bus (Citalis et Car Jaune) et les contrôleurs Citalis : la sécurité routière doit être un impératif dans le cadre du plan de mobilité.

La vie humaine est tout aussi importante que le volet écologique.

Les administrés mais de façon plus large les usagers non utilisateurs des réseaux de transport public se doivent d'être inclus dans le projet de mobilité car soumis aux contraintes d'exploitation desdits réseaux de transport public.

Il est soumis à la Cinor de remplacer le slogan « *Ensamb pour une mobilité durable* » par « *Ensamb pour une mobilité **respectueuse*** ».

On attendra le retour officiel de la Cinor sur cette demande également.

V. **Conclusion de l'enquête publique** :

Il conviendra que le rapport résultant de cette enquête publique comporte comme le prévoit la réglementation :

- notre présent courrier,
- nos observations et demandes apportées dans ce dit courrier,
- le compte-rendu de la Sodiparc suite à la visite de terrain du 02 février 2024 ;
- les éléments de réponses des autorités administratives et autres suite à nos présentes observations et demandes.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le commissaire enquêteur, l'expression de nos respectueuses salutations.

R. ISMAEL



Irshad MOTALA



Youchah MOTALA

